



Déclarations et Discours

N° 80/10

APPEL EN FAVEUR D'UNE SOLUTION VÉRITABLE À LA CRISE DU KAMPUCHEA

Allocution prononcée par M. Louis Duclos, secrétaire parlementaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, à la Conférence des Nations Unies sur l'aide humanitaire au Kampuchea (Genève, le 27 mai 1980)

Le destin tragique du peuple cambodgien [kampuchéen], avec son cortège de morts, de famine, de souffrances, de dislocations de famille, amène une fois encore la communauté internationale à considérer de quelle façon elle doit conjuguer ses efforts pour améliorer les conditions désastreuses qui continuent de sévir dans cette région du monde. Dix années de guerre, de révolution, d'invasion et d'occupation étrangère ont eu pour effet de transformer un pays jadis prospère en un territoire où les structures économiques et sociales les plus essentielles ont disparu, où tout un peuple est menacé dans son existence même et où le manque de vivres, sinon la famine, et une pénurie quasi totale de biens de consommation sont devenus la réalité de tous les jours.

Cette tragédie et ces souffrances n'ont pas manqué d'émouvoir le peuple canadien et c'est avec l'appui massif de la population que le gouvernement du Canada s'efforce depuis bientôt deux ans de contribuer dans la mesure de ses moyens, aux opérations de secours organisées par la communauté internationale. Cette contribution a revêtu plusieurs formes.

Le Canada a versé directement 15 millions de dollars aux principales organisations internationales engagées dans le secours d'urgence au Cambodge. Il a aussi contribué indirectement par l'appui considérable qu'il a apporté aux projets d'assistance et de réhabilitation entrepris par des organisations non gouvernementales canadiennes, telles la Croix-Rouge canadienne, le Comité central mennonite, la Conférence canadienne catholique pour la paix et le développement, les Services universitaires canadiens d'outre-mer, la World Vision of Canada et plusieurs autres organisations non gouvernementales.

Mais le Canada a surtout maintenu tout au long de son histoire une politique d'accueil en faveur des personnes déplacées et des réfugiés et c'est donc fort de cette tradition que nous avons ouvert nos portes aux réfugiés indochinois. Le programme qui a ainsi été mis sur pied est sans conteste le plus ambitieux de notre histoire. Avant que ne se termine l'année courante, 60 000 réfugiés indochinois auront été réinstallés au Canada, ce qui, compte tenu de notre population, nous place au tout premier rang des pays d'accueil. Il est évident que cette entreprise a été rendue possible, non seulement par suite de l'intervention politique et financière directe du gouvernement central mais également, et de façon souvent déterminante, grâce à la réponse généreuse de groupements et d'individus, d'organisations religieuses et charitables, de même que des gouvernements provinciaux et municipaux. Il n'en reste pas moins que cet effort sans précédent s'accompagne d'un fardeau financier considérable.
